



ÉDITO ✖✖



Seul contre tous

En validant la réforme des retraites le Conseil constitutionnel a non seulement permis de promulguer la loi dans un mépris complet pour le mouvement social, mais il a surtout créé un précédent très dangereux en inscrivant dans sa jurisprudence la possibilité d'une concentration de toutes les décisions d'un seul homme contre le peuple, le Parlement, le sénat et nos institutions. Une décision brutale et technique sur laquelle pourront désormais s'appuyer tous les gouvernants qui voudront tordre les principes constitutionnels, contourner les droits du parlement et s'asseoir sur la séparation des pouvoirs. Un arbitrage qui ouvre un boulevard aux politiques du pire tant le président Macron légitime désormais un modèle de violence institutionnelle et policière comme état de la démocratie, sans aucune forme de dialogue ni d'écoute. Mais l'autre attaque préoccupante du moment est celle portée aux mouvements sociaux qui s'opposent vaillamment à la doxa libérale et à ses agressions portées à l'ensemble du vivant (humain et non humain) : menace de dissolution des lutte contre les grands projets inutiles (Soulèvements de la Terre), remise en cause des financements publics d'associations du droit et de la dignité (LDH), classement sans suite de pétitions citoyennes (Brav-M), mise au pas des instances de réflexion indépendantes paritaires (COR), répression arbitraire des manifestants... La liste est longue de tous les rouages de notre démocratie citoyenne et participative qui se grippent les uns après les autres et qui rappellent les heures sombres d'une époque qu'on croyait oubliée ! Le pouvoir n'a plus que l'épreuve de force pour asseoir des choix poli-

tiques rejetés par une très grande majorité de nos concitoyens. Il fait la guerre au peuple et Macron sombre dans l'illibéralisme.

Le problème majeur que nous voyons arriver est qu'une partie de la population se tourne vers le RN pour ouvrir l'issue de secours alors que Madame Le Pen a soutenu et a voté sans sourciller tous les reculs sociaux proposés par le gouvernement. Elle fait mine de soutenir les luttes contre la « réforme » des retraites alors que ses amis sont les grands patrons et qu'elle est contre l'augmentation du SMIC. Rajoutons que c'est dans les mairies dirigées par l'extrême-droite que les subventions à la LDH ont commencé à être supprimées. Il faut convaincre sans cesse que le RN n'est pas la solution et il serait urgent que la Gauche politique s'inspire du mouvement syndical de ces derniers mois.

Heureusement, les manifestations se poursuivent et les actions documentées encouragent poursuivre la lutte. Partout dans le pays les déplacements du président, de ses ministres ou de ses députés ne peuvent plus avoir lieu sans comité d'accueil à grands renforts de casseroles pour rappeler le rejet de leur politique inique ! Intellectuels, historiens, chercheurs, économistes, artistes, cinéastes, ne manquent plus une occasion eux non plus pour dénoncer la dérive autoritaire et autocratique du président Macron. Car si la colère est aujourd'hui si forte et le rejet de sa politique partagé d'un bout à l'autre du monde intellectuel et populaire, c'est bien parce que le président refuse obstinément de prendre en charge le changement de paradigme anthropologique et économique qui s'impose face à l'urgence sociale et environnementale. Un monde que le président ne comprend toujours pas tant il est enfermé dans celui de l'inaction climatique, de la libéralisation des marchés et de la destruction des institutions. Un président seul contre tous dont la cécité face à ce que doit être l'adhésion et le consentement démocratique prouve toute l'incapacité politique de l'homme à garantir l'apaisement du pays et sa cohésion pour sortir de la crise. Quel espace pouvons-nous entrevoir et espérer pour reconstruire et inventer l'avenir ? La question est posée, incertaine et grave comme le moment qui vient ! Soyons des milliers dans la rue le 1er mai pour exiger le retrait de la réforme et une autre politique...

JN et DR





AGENDA ✖✖

Événements Attac et partenaires

9 mai : **Nouvel élan pour les services publics**, quels services pour les usager.e.s ? Quelles conditions pour les agent.e.s ? Débat avec Michel Jallamion (président de la Convergence nationale des services publics) et Anne Debrégeas (porte-parole de SUD Energie). A 19h, Espace Robespierre, 2 rue Robespierre, 94200, Ivry-sur-Seine.

11 mai : **CA Attac 93 Sud**, salle Jean Lurçat, 5 Place du Marché, Montreuil, 19h

12 au 14 mai : **Nouvel élan pour les services publics**, manifestations, débats, village des services publics, concerts... A Lure, 70200.

1 juin : Projection du film, **De l'eau jaillit le feu**, de Fabien Mazzocco, au Méliès, à Montreuil. Attac93Sud animera le débat qui suivra le film.



ACTUALITÉ ✖✖

Les bons mots du moment

Qui a dit le 24 avril : « D'ailleurs ceux qui peuvent se permettre, qui ont le temps, en pleine semaine, en plein après-midi, d'aller accueillir des ministres pendant 4 heures, de 14h à 18h, a priori ce ne sont pas les français qui travaillent et qui ont des difficultés pour boucler leur fin de mois » ?

1. Aurélien Pradié
2. Gabriel Attal
3. Jordan Bardella

Réponse en fin de lettre

consultation du publique sur le Pacte et projet de loi d'orientation et d'avenir agricoles

Le Ministère lance cette **consultation du public sur l'orientation de l'agriculture française**. Date limite de réponses le 30 avril.

Attac93Sud a transmis un message de soutien à la Ligue des Droits de l'Homme (LDH)

« Le ministre de l'intérieur remet en cause les subventions publiques attribuées à la LDH au motif que la LDH aurait dénoncé les violences policières commises à Sainte Soline dans la cadre d'une manifestations contre les méga-bassines. La dernière fois qu'il y a eu des attaques aussi violentes contre votre association remontent aux heures sombres de notre Histoire sous Pétain. Sachez que nous soutenons vos combats locaux et nationaux, sachez aussi que nous serons toujours à vos côtés pour la défense des libertés, des droits de L'Homme et pour défendre les fondements de notre République. Transmets cher Sylvain à tous les ami.e.s de ton groupe local notre fraternel soutien et nos amicales pensées. »



IDÉOLOGIE ✖✖



Extrême-droite : violences inadmissibles

L'extrême-droite multiplie depuis deux ans les gestes criminels pour asseoir son idéologie nauséabonde. On passe de la parole aux actes. Déjà en 2013 le jeune Clément Méric a perdu la vie suite à une agression par des militants de la mouvance la plus violente de

l'extrême-droite. Plus récemment des groupes identitaires ont traqué les migrants qui tentaient de passer la frontière entre l'Italie et la France. D'autres ont envahi la réunion du conseil régional d'Occitanie. Qui sont-ils : des membres de Reconquête parti d'Éric Zemmour, l'Action Française, des cathos intégristes ou encore des nazillons de groupuscules crachant leur haine de la démocratie et de la République. A quelques semaines d'intervalle ils ont commis des actes criminels à St Brévin en incendiant la voiture et la maison du maire car l'État avait proposé que la commune accueille un centre de demandeurs d'asile (CADA) ou encore à Cal-lac autre commune bretonne où le projet d'accueil de migrants a dû être annulé sous la pression des sbires de Zemmour. Dans le même temps le ministre de l'intérieur et la 1ère ministre remettent en cause l'action de la LDH, la menaçant de lui supprimer les subventions. Ils inscrivent l'action du gouvernement dans l'extrême-droite ligne du RN. Pour autant un peu partout dans le pays des actions de solidarité avec les migrants montrent que les thèses de l'extrême-droite ne sont pas partagées par une partie de la population. Les thèses du grand remplacement sont minoritaires mais nous devons sans relâche démonter l'argumentation de l'extrême-droite et combattre cette idéologie.

DR

Maudit sois-tu, New Public Management



© Jens Cederskjold, CC BY 3.0

Bureaux de poste, gares, trésoreries des finances publiques, services hospitaliers, tribunaux... la litanie des réorganisations, des regroupements et finalement des fermetures ne semble pas connaître de fin. Dans ce qu'ils

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr



ont de plus tangible, les services publics dépérissent, se rétractent, s'éloignent et disparaissent aux yeux des usagers. On pointe une mise en concurrence généralisée voulue par l'Union Européenne, le manque de moyens engagés par les pouvoirs publics, la crise du recrutement d'un secteur public qui n'attire plus. Nous assistons, post covid, au retour de la nécessaire maîtrise de la dépense publique, de la France qui vit au-dessus de ses moyens et bientôt de l'insupportable matraquage fiscal. Mais la réalité ne se réduit pas à des questions de réglementation et de moyens. Le déclin des services à l'usager révèle les effets toxiques de la *nouvelle gestion publique* qui était pourtant censée les réenchanter (ou les fouetter plus vraisemblablement).

La *nouvelle gestion publique* ou nouveau management public (de l'anglais *new public management*) est apparue en Europe dans les années 1970, accompagnant, avec la construction européenne, la remise en cause de certaines prérogatives de l'État, encourageant le décloisonnement public/privé dans différents domaines et la privatisation d'opérateurs publics, selon une logique de marché. La Commission Européenne en a assuré la promotion, sans toutefois parvenir à imposer une mise en œuvre homogène dans tous les états membres (1).

La *nouvelle gestion publique*, d'une nouveauté en réalité relative (2), tend à effacer les différences entre gestion publique et gestion privée. Elle se veut porteuse d'une vision pragmatique de l'action et de la gestion publique en distinguant, avant toute chose, le niveau *décisionnel* dit du *pilotage* (typiquement, celui du pouvoir politique, qui prend les décisions stratégiques et fixe les grands objectifs) et le niveau *opérationnel* (qui incombe à l'administration, aux services de terrain, notamment ceux en relation directe avec le public). En France, l'État a montré une forte propension à remodeler ce niveau opérationnel en créant des *établissements publics* et *agences* (3) dotés d'une autonomie d'action contrebalancée par le jeu des nominations aux postes de direction de ces entités, et à procéder à des transferts de compétence vers les collectivités territoriales (4).

Le grand dessein du *néomanagement public* est l'optimisation du rapport coût/efficacité du service rendu à ses bénéficiaires (après tout, c'est avec leurs impôts tout ça...) grâce à une modernisation accélérée des structures, des outils de travail, des méthodes d'encadrement des personnels et des organisations, selon des modèles empruntés au monde de l'entreprise. L'usager est désormais un client et l'agent public un collaborateur impliqué dans la performance du service. À la culture de l'efficacité, qui a longtemps prévalu chez les cadres de la fonction publique, vient se substituer celle de la rentabilité, du retour sur investissement, voire de la part de marché. Les acteurs publics intervenant dans les *Services d'Intérêt Économique Général* (SIEG) selon la terminologie de l'Union Européenne ont tout particulièrement subi cette douloureuse mutation : France Télécom, La Poste, EDF, SNCF... (5). Mais derrière cette ambition de façade se cache fréquemment une démarche de déconstruction des entités

publiques, d'effacement des services publics et de dissolution de la fonction publique en organisant leur obsolescence sous couvert de *transformation* (6).

Concrètement, si le niveau décisionnel fait l'objet de certaines critiques (pour la complexité des arbitrages politiques par exemple), c'est bien le niveau opérationnel, incurable maillon faible, qui constitue la cible privilégiée des *néomanagers* car il est étranger à la culture de projet, rétif à l'évaluation par les résultats, dépourvu d'agilité et de flexibilité, incapable de fonctionner correctement en période de crise (ce à quoi un secteur hospitalier public pourtant en souffrance apporta un démenti cinglant durant la crise Covid).

Sur la foi de ce diagnostic implacable, les portes s'ouvrent grand à toutes sortes de réorganisations et d'expérimentations hasardeuses (certaines usées jusqu'à la corde dans le monde de l'entreprise), souvent invisibles aux yeux du grand public, visant à aplatir les organigrammes (quitte à élargir le *span of control des managers*), à simplifier les *process*, à raccourcir les *workflow*, à *challenger* les services en interne et plus classiquement à surpasser le conservatisme des agents publics, leur frilosité, leur manque d'imagination et par-dessus tout leur inaptitude à *s'adapter*. Ironie du sort, la *nouvelle gestion publique* s'est fréquemment trouvée elle-même dépassée par ses préconisations, s'effaçant au profit de solutions plus directes consistant à donner la pleine gestion de certains services publics à des entreprises privées, l'original étant au fond préférable à la copie (7).

Fondée sur l'idée que l'acquisition et/ou le maintien de certaines compétences sont trop coûteux pour les personnes publiques et qu'il est vain de vouloir rivaliser avec le secteur privé (pour le recrutement d'experts, par exemple), une externalisation massive a été conduite ces vingt-cinq dernières années et a abouti aujourd'hui, dans certains domaines, à une dépendance totale des entités publiques vis-à-vis de sociétés de conseil et de services, aggravée par une perte vertigineuse de compétences internes (8). Cette fonte glaciaire est particulièrement perceptible dans les technologies de l'information et de la communication grâce auxquelles se forment pourtant les outils de travail de l'administration moderne, de l'organisation des services publics et des fonctions de support indispensables à leur bon fonctionnement. Ainsi se révèle la vraie nature du New Public Management, empirique, approximatif et d'une parfaite mauvaise foi. La glace fond, tout le monde se retrouve à l'eau et se demande : qui est responsable ? Pour quelle raison ce système informatique acquis à grand frais ne répond pas bien à nos besoins et dysfonctionne-t-il ? A coup sûr, la réponse est du côté des utilisateurs.

La perte de sens et les injonctions contradictoires sont les grands maux qui minent de l'intérieur les services publics. Dans un contexte d'austérité assumée, d'absence de marges de manœuvre, de non-pourvoi des postes vacants, d'incantations à maximiser dans la contrainte, de réorganisations permanentes (de préférence inabou-





ties, ça permet de légitimer les suivantes), l'irruption des indicateurs de performance, du reporting impératif, de l'évaluation frénétique - toutes choses hautement chronophages qui se concluent le plus souvent par du... bruit, un fort bruit parasite - ne sont pas autre chose que les dérives du *nouveau management public*, mal digéré par le niveau décisionnel. Autant d'obstacles au soin, à l'éducation, à la lutte contre le dérèglement climatique et à la protection sociale de la population, bref à la mise en œuvre du service public pour lequel beaucoup se sont engagés. « *Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage* » dit le proverbe. La start-up nation n'a que faire de la protection sociale et des services publics et si en prime, le chien à la rage... Maudit sois-tu, New Public Management.

TL

(1) cf. *Étude sur le management public en Europe* de Denys Lamarzelle (Réseau Europa, 2008-2021).

(2) L'idée selon laquelle l'État « ne sait pas bien gérer » et devrait plutôt « faire faire » remonte aux années trente. Johann Chapoutot rappelle dans son essai *Libres d'obéir* que Reinhart Höhn, bras droit d'Heydrich, chef du service de renseignement de la SS, inventa les *Anstalten* (agences) afin de réformer l'État allemand trop inerte et de le convertir au vitalisme national-socialiste. Quand au *New Public Management*, il s'inspirerait en grande partie d'un ouvrage du même Reinhard Höhn intitulé « *Le pain quotidien du management* », publié en 1978.

(3) ANPE, Agences de l'Eau, Agence Nationale de l'Habitat, Agences Régionales de Santé ; établissements publics administratif (EPA) ; établissements à caractère industriel et commercial (EPIC) tels que l'ADEME, Business France ou la RATP.

(4) Il est à cet égard frappant de constater que l'aide sociale, au cœur des vagues successives de décentralisation, n'est de la compétence des collectivités que dans sa dimension opérationnelle, l'État central gardant la main sur la législation et la réglementation générale, fixant les obligations des collectivités et leur octroyant la majeure partie des moyens financiers indispensables à leur action.

(5) Ces SIEG correspondent aux grandes industries de réseaux, auxquels les états membres peuvent confier des missions de service public, et à ce titre, leur octroyer théoriquement un soutien financier. Cette situation est au cœur des contradictions de l'UE non résolues à ce jour, le Parlement attendant toujours que la Commission lui soumette un texte visant à clarifier le régime des *compensations pour obligation de service public*.

(6) Bien que réduit à un rôle de figurant dans le gouvernement Borne, Stanislas Guérini porte le titre explicite de *Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques de France*.

(7) Par le biais de marchés publics, de contrats de concession ou de délégation de service public (DSP). Ces derniers, encadrés par la loi Sapin du 29 Janvier 1993, ont connu un développement important dans les collectivités territoriales.

(8) cf. étude du collectif « Nos Services Publics » évaluant à 160 milliards d'euros par an la valeur des externalisations au profit du secteur privé.

Et pendant ce temps-là...

La page du nucléaire se tourne en Allemagne. Les trois derniers réacteurs allemands ont cessé de fonctionner samedi 15 avril au soir. Malgré la polémique sur ses mines de charbon, notre voisin européen lance un vaste programme sur le renouvelable et ambitionne d'atteindre la neutralité carbone dès 2045.

JN

[Voir l'article sur Reporterre](#)



No macadam !

Un mois après Sainte Soline, et sans ciller face aux menaces de dissolution, les Soulèvements de la Terre organisaient avec XR et la Confédération Paysanne un grand rassemblement festif contre le projet d'autoroute A69 entre Castres et Toulouse. Course de bolides, construction d'un barrage symbolique et marche naturaliste ont rassemblé 8200 personnes autour d'actions inventives et ont prouvé la capacité de mobiliser sans heurts, dans le partage et l'échange contre les projets inutiles quand la répression policière n'est pas là... Désobéissance de masse contre les mégabassines, manif'actions contre des projets d'autoroutes, rassemblement contre l'agro industrie et l'accaparement des ressources : les Soulèvements de la Terre sont une forme de Commune contemporaine des luttes qui réoriente le regard des habitants des villes vers les campagnes. On ne dissout pas la terre qui se soulève.

No macadam !

JN





ART



© Pyramides film

La beauté révoltée !

Toute la beauté et le sang versé est un film consacré à la photographe Nan Goldin, figure emblématique du milieu underground new-yorkais et activiste féministe infatigable. En replongeant dans le parcours intime et militant comme dans l'oeuvre de l'artiste, le documentaire entremêle de multiples récits et diverses thématiques (big pharma, lobbies, travailleurs du sexe, addiction, santé mentale, capitalisme et violence domestique) pour les faire converger vers la même conclusion : la nécessité d'accorder à l'art sa dimension hautement politique.

Après une blessure survenue en 2014, Nan Goldin se voit prescrire de l'OxyContin, un antidouleur très puissant, dérivé de l'opium, qui la plonge dans une forme d'addiction et une longue dépendance dont des milliers de citoyens sont également victimes, souvent sans sevrage possible. L'artiste décide dès lors de partir en guerre contre la famille Sackler, responsable de la commercialisation de ce dangereux opiacé et par ailleurs immense fortune des Etats-Unis, dont le mécénat d'art intervient à grands frais dans la plupart des institutions artistiques du monde. Usant de son statut d'artiste unanimement reconnu, Nan Goldin se met tout entière au service de la cause qu'elle défend et le film plonge avec elle au coeur de la communauté LGBT, il revient sur les combats d'Act Up, il accompagne les méandres de malades en errances et suit les réunions de l'association de lutte contre les opiacés fondée par Nan Goldin elle-même. Il montre surtout les actions militantes et les «Die in» spectaculaires devant les grands musées complices, dont le Louvre par exemple, qui visent à dénoncer les donations honteuses de la famille Sackler dont les milliards sont blanchis en mécénat culturel pour les plus grands musées du monde. Le coup fait mouche et le film s'impose comme un plaidoyer pour l'action et la rébellion, que ce soit dans l'art,

dans la politique ou dans l'intimité de nos vies...

Intimité qui est au coeur de l'oeuvre de Nan Goldin depuis ses débuts dans les années 80, où photographiant sa famille, ses amis, le sexe, la drogue, la violence conjugale, le sida, elle en a fait la matière d'un livre devenu culte qui devait révolutionner le genre photographique lui-même : *The ballad of sexual dependency*. C'est en transformant son vécu en art militant que la jeune photographe est entrée dans la cour des plus grands pour ne jamais cesser de lutter au nom de tous les invisibles, les précaires, les fragiles, les oubliés, que le libéralisme cherche à dominer et à détruire sans cesse, dans le silence assourdissant et manifeste de la classe dirigeante, à laquelle les Sackler appartiennent.

À la fois rétrospective artistique, documentaire politique et récit biographique, *Toute la beauté et le sang versé* illustre de manière concrète le pouvoir de l'action, mais aussi celui de la parole. Dans un des moments les plus puissants du film, plusieurs membres de la famille Sackler sont condamnés à écouter, en visioconférence, des témoignages de victimes de l'OxyContin. Tandis que les histoires dramatiques se succèdent, confrontés à la rage des victimes, les dirigeants de l'entreprise pharmaceutique semblent mesurer pour la première fois l'ampleur des dégâts. Et leur nom disparaît des musées...



© Pyramides film

Un film très inspirant, touchant et incendiaire, réalisé par Laura Poitras, oscarisée en 2015 pour son documentaire *Citizenfour* (sur le lanceur d'alerte Edward Snowden). A voir de toute urgence dans quelques salles obscures...

Toute la beauté et le sang versé

de Laura Poitras, Lion d'Or 2022 avec Nan Goldin, durée : 2h02

JN

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr>

contact@attac93sud.fr



**Etranges étrangers, de Jacques Prévert**

Kabyles de la Chapelle et des quais de Javel
 hommes de pays loins
 cobayes des colonies
 doux petits musiciens
 soleils adolescents de la porte d'Italie
 Boumians de la porte de Saint-Ouen
 Apatrides d'Aubervilliers
 brûleurs des grandes ordures de la ville de Paris
 ébouillanteurs des bêtes trouvées mortes sur pied
 au beau milieu des rues
 Tunisiens de Grenelle
 embauchés débauchés
 manoeuvres désœuvrés
 Polaks du Marais du Temple des Rosiers

Cordonniers de Cordoue soutiers de Barcelone
 pêcheurs des Baléares ou du cap Finistère
 rescapés de Franco
 et déportés de France et de Navarre
 pour avoir défendu en souvenir de la vôtre
 la liberté des autres

Esclaves noirs de Fréjus
 tirillés et parqués
 au bord d'une petite mer
 où peu vous vous baignez
 Esclaves noirs de Fréjus
 qui évoquez chaque soir
 dans les locaux disciplinaires
 avec une vieille boîte à cigares
 et quelques bouts de fil de fer
 tous les échos de vos villages
 tous les oiseaux de vos forêts
 et ne venez dans la capitale
 que pour fêter au pas cadencé
 la prise de la Bastille le quatorze juillet
 Enfants du Sénégal
 dépatrés expatrés et naturalisés

Enfants indochinois
 jongleurs aux innocents couteaux
 qui vendiez autrefois aux terrasses des cafés
 de jolis dragons d'or faits de papier plié
 Enfants trop tôt grandis et si vite en allés
 qui dormez aujourd'hui de retour au pays
 le visage dans la terre

et des bombes incendiaires labourant vos rizières
 On vous a renvoyé
 la monnaie de vos papiers dorés
 on vous a retourné
 vos petits couteaux dans le dos

Étranges étrangers
 Vous êtes de la ville
 vous êtes de sa vie
 même si mal en vivez, même si vous en mourez.

Jacques Prévert 1951

« Etranges étrangers » - 1951 - « Grand bal de printemps »

Libertarisme bien ordonné

Production, consommation, financiarisation
 Le crédo des trois petits cochons
 Qui finalement ont dévoré la question
 Celle de l'acceptation
 Tant mieux, moins de complications
 Le fascisme fera le larron, pour plus de libertés
 Manipuler, conditionner, réprimer
 Contrôler, hiérarchiser, rentabiliser
 Toujours plus de libertés
 Toujours plus de marchés
 De réclames et de publicités
 De chambres à conditionner
 De pions à rentabiliser
 A la fin du voyage ne reste que l'ordre sans fard
 Une morale rabougrie à l'ombre du désespoir
 La violence comme ami, la pensée rétrécie
 Et l'argent sans odeur qui s'y épanouit
 Dans la dictature des corps et des esprits
 Le fascisme viendra-t-il aujourd'hui ?

GE



Grand chef de la rédaction : Attac93sud

Ont été exploités pour ce numéro : Guillaume Ernika, Thierry Latour, Jean Noviel, François Rébufat, Daniel Rome.